

Document

Le système démocratique actuel peut-il encore défendre les intérêts des classes moyennes ?

(atlantico.fr)

12 février 2012

Depuis la crise de 2007-2008, la classe moyenne apparaît comme la grande perdante sans qu'aucun débat de société n'ait eu lieu. S'appauvrissant peu à peu, elle est seule à payer les errements de la financiarisation du monde. Extraits de "Tondus comme des moutons" d'Alain Germain et Edmond-Henri Supernak (2/2).

Alain Germain et Edmond-Henri Supernak

Diplômé de l'EDHEC et de la University of Western Ontario, **Alain Germain** a été gestionnaire d'entreprises (président de Burger King Canada), enseignant universitaire (université Laval), conseil en stratégie d'entreprise et conférencier.

Issu de la même promotion de l'EDHEC et diplômé en Sciences Economiques, **Edmond-Henri Supernak** a été dirigeant de midcaps internationales. Il est conférencier et coach dans diverses écoles de commerce.

Prise en otage devant l'ampleur de la crise financière de 2007-2008, la classe moyenne a assisté au pillage des fonds publics en faveur du financier sans véritablement en comprendre les enjeux à long terme. La mise en œuvre des divers plans d'austérité va accélérer au milieu de tensions sociales diverses une réflexion fondamentale quant à la capacité réelle des systèmes démocratiques actuels à résoudre équitablement les crises financières.

Autrement dit, la question qui ne se pose pas encore véritablement mais qui d'ici dix à quinze ans deviendra évidente pour les classes moyennes des différents pays développés est celle-ci : **le système démocratique actuel est-il encore véritablement en mesure de défendre leurs intérêts?**

Plus l'écart entre ces différents mondes va croître, plus il deviendra évident que les gagnants, c'est-à-dire la finance, ont réussi à contourner les différents systèmes démocratiques, grâce à deux caractéristiques : la déréglementation et l'internationalisation.

La déréglementation, nous l'avons vu, permet à la finance de continuer à développer des produits spéculatifs de plus en plus risqués sans avoir de comptes à rendre à aucune institution nationale et encore moins internationale.

Cette opacité inacceptable, ajoutée au fait que l'endettement ne peut que continuer à croître, risque de fragiliser davantage des marchés déjà instables.

Il n'est pas déraisonnable d'anticiper dès maintenant une autre crise financière, probablement de plus forte amplitude que celle de 2007-2008. Celle-ci risque fort de provenir précisément de l'implosion en chaîne de certains de ces produits dérivés opaques, à moins qu'elle ne soit précédée, d'ici là, par l'effondrement des marchés obligataires.

Quelle que soit l'origine de cette prochaine crise financière, nous continuons de penser que la fenêtre 2013-2015, entrevue plus tôt, risque d'être critique.

Les conséquences potentielles d'une seconde crise, en plein milieu de l'application d'un ensemble de programmes de rigueur issus de la première crise, risqueraient d'être extrêmement dévastatrices pour l'économie, bien sûr, mais surtout sur les plans sociaux et politiques. **De là l'urgence d'entreprendre certaines réformes du système financier actuel, avant qu'une autre crise ne nous anéantisse.**

Mais l'internationalisation permet de mieux diviser pour régner. En effet, même si un pays souhaitait introduire des réformes sur le plan financier, il se retrouverait rapidement désavantagé par rapport aux autres pays qui n'adopteraient pas de telles réformes. Ceci met en évidence une constatation fondamentale : les réformes nécessaires du système financier actuel ne peuvent se concevoir que dans un cadre international. Or les classes moyennes des différents pays développés n'ont actuellement aucune coordination internationale.

Chaque classe moyenne ne peut agir qu'à l'intérieur des systèmes démocratiques particuliers à son pays. À ce stade-ci les rapports de force sont clairement inégaux. L'histoire est cependant remplie de ces brusques changements de rapports de force, perçus jusque-là comme étant impossibles, mais qui apparaissent quand le temps est venu, quand l'idée a trouvé son temps.

Le financier, nous l'avons vu, a pris de fait le contrôle du politique avec l'abolition du Glass Steagall Act aux États-Unis, créant ainsi un vent de déréglementation qui a soufflé sur la plupart des nations.

Les classes moyennes n'ont en face d'elles que leurs propres politiques pour faire connaître leur mécontentement.

Que ce soit sous forme de grèves, de réactions parfois surprenantes voire même radicales lors d'élections, d'opinions extrêmes émises lors de sondages inter-élections, les classes moyennes n'ont d'autres recours que les leviers traditionnels à leur disposition pour traduire leur mécontentement profond, pour traduire leur besoin de changement, souhaité et redouté à la fois.

Les classes moyennes sentent instinctivement que les moyens politiques actuels ne sont plus en mesure de faire contrepoids au financier qui s'est internationalisé et libéré de toute contrainte législative.

La déception est telle qu'elle entraîne tout d'abord une certaine forme de désillusion permanente puis, à un stade plus avancé, une certaine forme de dégénérescence progressive des systèmes démocratiques actuels.